

8 avril 2019

(19-2233)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

**ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE – RÈGLEMENT TECHNIQUE RELATIF AUX
PRODUITS EN MATIÈRES PLASTIQUES OXOBIODÉGRADABLES**

**DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU COMITÉ DES
OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE
6 ET 7 MARS 2019**

La communication ci-après, datée du 5 avril 2019, est distribuée à la demande de la délégation de l'Union européenne.

1. En 2016, le Royaume d'Arabie saoudite a notifié au Comité OTC un règlement technique de l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO) relatif aux produits en matières plastiques dégradables, exigeant que certains types de plastiques jetables soient oxodégradables et portent une marque spécifique indiquant le respect de cette exigence. À l'automne 2018, l'Arabie saoudite a annoncé que le champ d'application de cette mesure serait étendu aux emballages primaires et secondaires à compter de février 2019, date récemment reportée à septembre 2019.

2. Bien que l'Union européenne salue l'engagement de l'Arabie saoudite à renforcer la protection de l'environnement, nous soutenons le report de la mise en œuvre de la mesure dans l'attente de nouvelles études scientifiques sur les matières plastiques oxobiodégradables.

3. Étant donné que la SASO a publié le règlement il y a plus de deux ans, de nombreuses recherches scientifiques internationales ont été menées depuis sur les matières plastiques dites "oxobiodégradables", également appelées "matières plastiques oxodégradables", et les résultats mettent en question les avantages environnementaux réels.

4. En conséquence, les colégislateurs de l'Union européenne sont récemment parvenus à un accord politique provisoire sur un projet de législation visant à réduire l'impact de certains produits en matières plastiques sur l'environnement. La législation projetée requiert des États membres de l'UE qu'ils interdisent la mise sur le marché de produits fabriqués à partir de matières plastiques oxodégradables. Elle définit ces matières comme "des matières plastiques contenant des additifs qui, par oxydation, entraînent la fragmentation de la matière plastique en microfragments ou sa décomposition chimique". Le texte sera probablement adopté avant l'été et devra être appliqué par les États membres de l'UE dans les deux ans suivant son entrée en vigueur.

5. Si l'Arabie saoudite met en œuvre son exigence pour les emballages primaires et secondaires, cela constituera, par voie de conséquence, un sérieux obstacle au commerce pour diverses branches de production de l'UE qui exportent des produits emballés sous film étirable et rétractable vers l'Arabie saoudite, y compris les secteurs des jouets, des cosmétiques, des textiles, des machines, et des aliments et boissons.

6. L'Arabie saoudite devrait également tenir compte du fait que cette tendance dépasse l'UE, attendu que l'année dernière plus de 150 entreprises internationales, associations professionnelles, scientifiques et organisations non gouvernementales (ONG) ont lancé un appel aux gouvernements du monde entier pour qu'ils interdisent les matières plastiques oxodégradables.

7. Pour toutes ces raisons, l'UE invite l'Arabie saoudite à réexaminer son règlement sur les matières plastiques afin de veiller à ce que les objectifs environnementaux de l'UE et de l'Arabie saoudite

soient harmonisés, et ce d'une manière qui ne crée pas d'obstacles non nécessaires pour nos opérateurs économiques.

8. L'UE a récemment discuté avec la SASO pour lui faire part des préoccupations de leurs États membres, ce qui a donné lieu à un dialogue coopératif, les deux parties étant convenues de s'informer mutuellement de leurs études respectives. L'UE souhaite vivement poursuivre le dialogue dans les mois à venir et encourage l'Arabie saoudite à maintenir la suspension de la mesure et à ne réévaluer la situation qu'après que les études scientifiques nécessaires auront été finalisées, échangées et examinées par les membres du Comité.
